

Subsides

La méthode à laquelle j'ai eu recours pour percevoir des recettes supplémentaires protégeait contre les hausses d'impôts la grande majorité des Canadiens dont le revenu est moyen ou faible. Grâce à l'indexation des coupures au niveau des taux marginaux d'imposition et à une restructuration du crédit fédéral d'impôt, des millions de Canadiens paieront moins d'impôt en 1982. Je signale au chef du Nouveau parti démocratique que des quelque 14 millions de Canadiens dont le revenu est de moins de \$30,000, soit le groupe auquel je me suis surtout intéressé...

M. Broadbent: Combien mettent-ils de côté en moyenne par semaine?

M. MacEachen: ... 95 p. 100 paieront moins d'impôt ou ne subiront aucune augmentation.

M. Broadbent: Quatre dollars par semaine?

M. MacEachen: On est loin de ce que le chef de l'opposition et le chef du Nouveau parti démocratique ont pu dire.

M. Broadbent: Quatre dollars par semaine.

M. MacEachen: A elle seule, l'indexation réduira l'impôt des Canadiens de plus de 3 milliards de dollars. Cela comprend des exonérations personnelles plus importantes et une hausse de \$261 à \$293 par enfant du crédit d'impôt au titre des enfants.

On s'est peu soucié des modifications apportées au crédit d'impôt fédéral. Ce changement profite aux familles à pourvoyeur unique dont les revenus sont faibles ou moyens. Le crédit d'impôt passera de \$200 à \$400 pour environ 1.5 million de familles canadiennes. Or, cela a pratiquement été passé sous silence. Cette initiative très importante qui visait à grossir les budgets de cette catégorie de familles canadiennes en particulier n'a pratiquement pas été relevée, monsieur l'Orateur.

Je dois subir à ce sujet les récriminations du chef de l'opposition, qui sont fondées sur des distorsions et des renseignements erronés. Je suis ravi de pouvoir faire cette déclaration aujourd'hui. Je ne cherche pas à me réfugier au Canadian Club pour éviter de faire face au chef de l'opposition. Permettez-moi de lui dire que je suis ravi d'avoir l'occasion de dire à la Chambre et à tous les Canadiens que je souscris toujours à ce budget qui, en période d'austérité, a allégé la charge fiscale de la grande majorité des Canadiens.

M. Baker (Nepean-Carleton): Comme trois ou quatre autres.

M. Clark: Vous êtes les bienvenus à la réunion que je tiendrai à Port Hawkesbury.

M. MacEachen: Oui, le chef de l'opposition est déjà venu dans la circonscription de Cap-Breton-Highlands-Canso auparavant. Je l'y accueillerais de nouveau avec joie, car jamais ma majorité n'a été plus forte que l'unique fois où il s'y est rendu.

M. Clark: Vous êtes invité à la réunion, Allan.

M. MacEachen: Les griefs exprimés en décembre dernier ont disparu de la déclaration du chef de l'opposition. Aujourd'hui, il s'est borné à faire des déclarations fallacieuses sur les avantages accordés aux employés et le crédit au titre des enfants. Il n'a rien dit des plaintes précises exprimées en décembre dernier.

Le chef de l'opposition a déclaré que le budget décourage les investissements. Je rejette carrément cette affirmation.

M. Wilson: Vous n'y avez jamais rien compris.

M. MacEachen: Le budget a pour premier objectif de supprimer le principal obstacle à l'investissement: l'inflation et les taux d'intérêt élevés. Les dispositions fiscales sont conçues en outre pour canaliser les fonds vers les investissements productifs, pour encourager l'investissement en réduisant le taux d'impôt marginal. Pourquoi tant de commentateurs et d'observateurs ont-ils virtuellement passé sous silence l'initiative capitale que représente la réduction du taux d'impôt marginal? Elle fait passer le taux maximal d'imposition des gains de capitaux de 33 p. 100 à 25 p. 100? Le taux maximal applicable au revenu provenant de dividendes est lui aussi ramené à 25 p. 100. Je préfère entendre l'avis d'autres experts que le chef de l'opposition sur ce point.

En ce qui concerne les taux les plus élevés de l'impôt, voici ce que dit le Business Council on National Issues:

... la réduction générale des taux d'imposition, de même que le ton et les perspectives que l'on note dans le document intitulé «Le développement économique du Canada dans les années 80», sont extrêmement encourageants.

Ce n'est pas le ministre des Finances qui parle, c'est le Business Council on National Issues.

Les mesures qui simplifient le régime fiscal et qui réduisent les taux les plus élevés de l'impôt favoriseront le développement économique et serviront le principe de la justice.

Le budget comporte toute une série de mesures qui montrent bien qu'il vise à encourager l'investissement des liquidités dans des entreprises productives et des entreprises risquées. Il est clair que le régime fiscal tel qu'il a été constitué a institutionnalisé l'épargne privée et a concentré les décisions entre les mains des institutions financières tout en encourageant les particuliers à investir à la Bourse.

On n'a pas encore parlé de la déductibilité des intérêts. Quel cœur de protestations! De quelles foudres n'ai-je pas fait l'objet de la part du député d'Etobicoke-Centre (M. Wilson), du chef de l'opposition et des députés de l'opposition en général, sans compter les autres instances qui m'ont été adressées au sujet de la déduction des intérêts. Encore une fois aujourd'hui, le représentant de Etobicoke-Centre m'a accusé de manquer de souplesse. J'ai écouté les instances qui m'ont été présentées à la Chambre des communes et par diverses associations. De cela, personne n'a soufflé mot aujourd'hui. Le crédit d'impôt pour enfant est entaché par les affirmations fausses et le plaidoyer non fondé du chef de l'opposition.

● (1620)

Pour illustrer le changement d'attitude des représentants du monde des affaires, je vais citer une déclaration qu'a faite le président de la Bourse de Toronto, le 9 décembre dernier et qui, à l'époque,—je l'avoue,—ne m'a guère plu. Les députés se souviendront de cette coalition—je crois savoir qu'elle est en train de s'effondrer; en tout cas, chose certaine, le président de la Bourse de Toronto n'en fait plus partie—qui est venue à Ottawa le 9 décembre et qui a tenu une conférence de presse pour vilipender le budget. Pour l'occasion, ce fut une démonstration très impressionnante et le président de la Bourse de Toronto a déclaré que le budget était un obstacle aux investissements.